

Jeunesses antiracistes

Introduction

Anne-Lorraine Bujon

Depuis plusieurs mois déjà, loin de s'apaiser dans le contexte de la crise sanitaire qui tend à écraser tout autre sujet, les débats sur la question raciale en France prennent un tour de plus en plus acrimonieux, au point de devenir, pour nombre d'entre nous, inaudibles. À en croire les échanges de tribunes dans la presse, et la version encore réduite qu'en donnent les plateaux télévisés, il n'y aurait plus, à une extrémité du spectre, qu'une poignée de militants sectaires et de chercheurs idéologisés, cherchant à réactiver la notion de race pour mieux la retourner contre la majorité blanche, et à l'autre, un noyau dur républicaniste, quand il n'est pas d'extrême droite, qui instrumentalise les notions de laïcité, de sécurité et de communauté nationale pour mieux dominer et opprimer de nouvelles catégories d'indésirables.

La diversité de fait de la population française aujourd'hui, qui comprend, selon les enquêtes, entre 10 et 15 % de personnes d'origine extra-européenne, aussi bien que la persistance de discriminations systémiques liées aux origines dans le domaine de l'emploi, du logement et de l'éducation, sur lesquelles le Défenseur des droits a sonné une nouvelle fois l'alerte dans un rapport très complet paru en juin dernier, devraient pourtant suffire à nous persuader de « l'urgence d'agir », comme le souligne le titre de ce rapport¹, et pour cela, de nous donner les moyens d'une réelle conversation démocratique sur le sujet. Or celle-ci ne peut avoir lieu si l'on ne sort pas de l'état caricatural des opinions, de part et d'autre, si l'on ne choisit pas de se tourner résolument vers la réalité vécue, et d'écouter ce que ses acteurs en disent vraiment.

1 - Défenseur des droits, *Discriminations et origines : l'urgence d'agir*, juin 2020.

À l'origine de ce dossier se trouvent les manifestations qui ont vu des dizaines de milliers de personnes, souvent très jeunes, descendre dans la rue en solidarité avec le mouvement Black Lives Matter après le meurtre de George Floyd par la police de Minneapolis, aux États-Unis. La vague d'émotion et de protestation qui a suivi ces événements est mondiale, et elle a pris un relief particulier en France, où la question des violences policières est devenue très sensible ces dernières années, et où l'attachement à un modèle « aveugle aux couleurs » empêche souvent de prendre la pleine mesure de ce que vivent les minorités défavorisées, reléguées dans des banlieues que l'on continue de présenter le plus souvent comme des poudrières toujours au bord de l'explosion.

La coïncidence de ces manifestations avec la sortie du confinement n'est sûrement pas fortuite, alors que l'on sait que celui-ci a été vécu très différemment selon les groupes sociaux, en fonction de conditions de vie objectives, mais aussi d'inégalités manifestes dans l'exposition à la maladie, l'accès aux soins, ou la nature des occupations professionnelles. Si les inégalités de santé ne sont pas comparables en France à ce qu'elles sont aux États-Unis, par exemple, il n'en reste pas moins que « les quartiers » ont payé un tribut particulièrement lourd à la pandémie, auquel s'ajoute l'inquiétude bien fondée de nombre de jeunes, déjà dans une situation très précaire, sur leur avenir dans un contexte de crise économique désormais inévitable.

Si toute une partie de la jeunesse de France a le sentiment d'étouffer, n'est-il pas indispensable de lui donner la parole, d'entendre ses colères, de faire droit à ses revendications ? C'est le sens de l'enquête que nous avons conduite auprès d'une dizaine de jeunes engagés à des titres divers dans des mouvements antiracistes. Loin de confirmer l'idée d'une jeunesse individualiste, dépolitisée, ou particulièrement radicale, leurs propos font plutôt écho aux enquêtes menées par la Commission nationale consultative des droits de l'homme, dont Vincent Tiberj livre ici quelques conclusions : sur le temps long, les préjugés xénophobes et racistes en France tendent à reculer, et la jeunesse constitue bien l'avant-garde de cette tolérance nouvelle, tandis que persistent des phénomènes particulièrement préoccupants, comme l'antisémitisme, et que progresse en parallèle le vote pour l'extrême droite, y compris dans la jeunesse, sur la base d'un conservatisme des valeurs.

Comme le nouveau cinéma des banlieues, depuis *La Haine*, sorti en 1995, jusqu'aux *Misérables* en 2019, sur lequel se penche Carole Desbarats, de telles enquêtes contribuent à enrichir et à nuancer nos représentations collectives de cette jeunesse populaire, en grande partie issue de l'immigration, qui habite les quartiers prioritaires de la ville. Cette nouvelle génération de Français est-elle vraiment si différente de celles qui l'ont précédée ? « *La France a changé avec eux* », nous dit Erwan Rutu. On est frappé entre autres par l'importance des références américaines, car il est davantage question de Martin Luther King ou de Rosa Parks que de Toussaint Louverture ou de Léon Blum, par la centralité d'une nouvelle culture urbaine, et enfin par l'attrait qu'exercent des mouvements comme Black Lives Matter, ou MeToo, qui marquent les consciences en usant de symboles et de codes très contemporains, largement structurés par les possibilités comme les limites inhérentes à la mobilisation *via* les réseaux sociaux.

La cause antiraciste semble bien désormais être de celles qui mobilisent la jeunesse de façon presque inconditionnelle, aux côtés de la question environnementale ou de l'égalité entre les genres. À ce titre, elle interroge la cohérence des discours et des pratiques des institutions républicaines avec lesquelles cette jeunesse entre dans la citoyenneté : l'Éducation

**L'antiracisme de la jeunesse
est d'abord une demande
d'égalité et de justice.**

nationale d'abord, dont Benoit Falaize redit ici l'engagement pour la tolérance et le respect des différences, mais aussi la difficulté parfois à faire preuve de la pédagogie nécessaire, ainsi que l'encastrement dans tout un environnement social dont la dureté vient contredire l'idéalité de principes très abstraits. Au projet d'égalité des chances s'ajoute une demande de reconnaissance et de dignité, qui passe par le travail historique et mémoriel, afin que soit compris et reconnu l'héritage de l'esclavage et de la colonisation, comme l'explique Jean-Marc Ayrault en sa qualité de président de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage.

Avant d'être une affaire de langage et de concepts, où l'on peut s'empoigner sur la validité et les effets de termes comme « race », « classe », « privilège blanc » ou « intersectionnalité », l'antiracisme de la jeunesse est d'abord une demande d'égalité et de justice. Il témoigne d'un désir d'émancipation et de transformation du réel. Comme toutes les luttes, il ne peut faire l'économie de contradictions, de dissensions et d'excès.

Ces derniers demandent certainement à être identifiés et combattus, sans complaisance, mais ce n'est pas en opposant à cette sensibilité un corpus de valeurs supposément figées en un bloc non négociable que l'on parviendra à faire société commune avec ces « *citoyens qui viennent* », selon la jolie formule de Vincent Tiberj.

À trop craindre la division, à trop s'abriter derrière le fantasme de l'unité nationale, on se prive des débats indispensables à la construction de nouveaux équilibres. L'antiracisme peut être clivant, précisément parce qu'il est politique : il s'agit pour ses défenseurs de trouver leur place et leur rôle dans l'espace public, de faire en sorte que leur vie, et leur voix, comptent. Ce sont donc les conditions d'un réel pluralisme – des histoires, des expériences et des opinions – qu'il faut aujourd'hui réinventer, y compris quand les désaccords sont vifs, en termes d'interprétations, mais aussi de priorités d'action pour les pouvoirs publics ou d'élaboration de nouvelles normes sociales.

Il y a aujourd'hui en France *des* jeunesses et *des* antiracismes. Cela n'implique aucunement de renoncer à constituer une seule communauté politique, forte de sa diversité et capable de faire place à ses désaccords.

